

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat – CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 4 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TotalEnergies Marketing France

Dépôt de Lespinasse
5 chemin du champ du Bousquet
31150 Lespinasse

Références : CD/2023/308
Code AIOT : 0006802430

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement TotalEnergies Marketing France implanté Dépôt de Lespinasse 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse. l'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à :

- un arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 avril 2022 relatif aux installations d'éthanol du site ;
- un arrêté préfectoral complémentaire du 27 février 2021 imposant notamment la mise en place de mesures complémentaires de maîtrise des risques d'épandage suite à une perte de confinement de tuyauteries d'hydrocarbures hors rétention.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Marketing France
- Dépôt de Lespinasse 5 chemin du champ du Bousquet 31150 Lespinasse
- Code AIOT : 0006802430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site exploité par la société TotalEnergies Marketing France sur la commune de Lepinasse est un dépôt pétrolier.

Ce dépôt est actuellement organisé autour :

- d'un parc de stockage d'hydrocarbures,
- de postes de réception produits par wagons citernes,
- de postes automatisés de chargement des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour ses stockages et ses installations de chargement et déchargement de produits pétroliers.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : installations associées à la logistique "éthanol", local de supervision, zones d'écoulement n° 1 à 4 référencées dans l'étude de dangers du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement des dispositions réglementaires rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 avril 2022 ;
- Suite de la visite d'inspection du 16 mars 2022 :
 - x Point de contrôle « Aire de dépotage éthanol – rétention déportée – jauge de niveau » ;
 - x Point de contrôle « Aire de dépotage éthanol – Gestion des creux » ;
 - x Point de contrôle « Lignes de dénaturation – risque d'épandage » ;
- Récolement des dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2022 relatives à la maîtrise des risques d'un épandage suite à une perte de confinement de tuyauteries d'hydrocarbures hors rétention.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Aire de dépotage éthanol – rétention déportée – jauge de niveau	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 – 1er alinéa	/	Lettre de suite	1 mois
5	Lignes de dénaturation – risque d'épandage	AP Complémentaire du 27/02/2021, article 3	/	Lettre de suite	1 mois
6	Perte de confinement de tuyauteries d'hydrocarbures hors rétention	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 4	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aire de dépotage éthanol – gestion des écoulements accidentels	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 – 2ème alinéa	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Aire de dépotage éthanol – rétention déportée	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 – 1er alinéa	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Aire de dépotage éthanol – Gestion des creux	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 – 3ème alinéa	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

l'inspection de l'environnement a constaté :

- 3 faits sans suite. Suite aux travaux réalisés par l'exploitant, les dispositions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 avril 2022 sont respectées ;
- 3 faits susceptibles de suite, pour lesquels des éléments justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant. Ces faits ont donné lieu à une lettre de suite de l'inspection demandant la transmission de ces éléments.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aire de dépotage éthanol – gestion des écoulements accidentels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 – 2ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des écoulements accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2022
Prescription contrôlée : <p>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2022 :</p> <p>Art. 1er – La société TotalEnergies Marketing France est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Lespinasse (31150), 5 chemin du champ de Bousquet, de respecter les prescriptions suivantes :</p> <p>sous 3 mois : 2ème alinéa de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2011 qui dispose : « Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent si nécessaire d'équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre l'aire de dépotage et la rétention déportée (par exemple, un siphon anti-flamme) ».</p>
Constats : Par courrier du 16 novembre 2022, l'exploitant a informé l'inspection de la mise en place d'un équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre l'aire de dépotage d'éthanol et la rétention déportée associée (coude coupe-feu).
Lors de la visite, l'inspection a pu constater, de visu, la mise en place de cet équipement.
Les dispositions du 2ème alinéa de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2011, rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 avril, 2022 sont donc respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aire de dépotage éthanol – rétention déportée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 – 1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention déportée
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 29/10/2022
Prescription contrôlée : <p>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/04/2022 :</p> <p>Art. 1er – La société TotalEnergies Marketing France est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Lespinasse (31150), 5 chemin du champ de Bousquet, de respecter les prescriptions suivantes :</p> <p>sous 6 mois : 1er alinéa de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2011 susvisé qui dispose : « l'aire de dépotage est reliée à une rétention déportée de 40 m³ constituée par une cuve enterrée double enveloppe équipée d'une détection de fuite »</p>
Constats : Par courrier du 16 novembre 2022, l'exploitant a informé l'inspection de la mise en place d'un système de détection de fuite au niveau de la rétention déportée de l'aire de dépotage.
Lors de la visite, l'inspection a pu constater, de visu, la mise en place de cet équipement. Un test de bon fonctionnement de la détection a été réalisé lors de la visite. Cet essai n'a pas mis en évidence d'anomalie.
Les dispositions du 1er alinéa de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2011, rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 avril 2022, sont donc respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Aire de dépotage éthanol – rétention déportée – jauge de niveau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 – 1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Jaugeur de la rétention déportée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : l'aire de dépotage est reliée à une rétention déportée de 40 m ³ constituée par une cuve enterrée double enveloppe équipée [...] d'une jauge de niveau reportée en salle de commande.
Constats : Lors de la précédente visite, réalisée le 16 mars 2022, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de l'absence de dérive dans la mesure du niveau de liquide dans la rétention déportée, faute de contrôles périodiques du dispositif de jaugeage. Suite à cette visite, l'exploitant a informé l'inspection, par courrier du 15 avril 2022, de la mise en place d'un enregistrement du suivi périodique du dispositif de jaugeage via son outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur [GMAO]. Une capture d'écran de la GMAO avait été transmise à l'inspection à l'appui de ce courrier. Lors de la visite du 30 mars 2023, objet du présent rapport, l'exploitant n'a pu justifier de cet enregistrement dans la GMAO, l'outil de GMAO étant en cours de remplacement. L'exploitant adressera à l'inspection les éléments justifiant de l'enregistrement du suivi périodique du dispositif de jaugeage via sa nouvelle GMAO.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Aire de dépotage éthanol – Gestion des creux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 – 3ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des creux disponibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : l'aire de dépotage est interdite à tout camion citerne contenant plus d'hydrocarbures (hydrocarbures totaux présents dans la citerne, tous compartiments confondus) que le creux disponible dans la rétention déportée. [...] Le dépotage ne peut être autorisé qu'après validation de la disponibilité dans la rétention d'un volume suffisant pour recueillir le volume de liquide inflammable contenu dans le camion à dépoter.
Constats : Lors de la précédente visite, réalisée le 16 mars 2022, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier du respect des dispositions de l'article 2.1 ci-dessus, car : <ul style="list-style-type: none">– les actions de pompage du liquide présent dans la rétention déportée, lorsque le seuil de 20 mm est atteint, n'étaient pas tracées par l'exploitant ;– aucune consigne écrite ne précisait qu'une vérification du creux disponible dans la rétention déportée devait être réalisée avant de dépoter un camion d'éthanol. Lors de la visite, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter un document traçant la réalisation d'une telle vérification. Suite à cette visite, l'exploitant a informé l'inspection, par courrier du 15 avril 2022, de la mise en place d'une formalisation écrite de la vérification du creux disponible dans la cuve de rétention déportée. Lors de la visite du 30 mars 2023, objet du présent rapport, l'inspection a pu consulter les documents formalisant cette vérification, renseignés pour des opérations de dépotage d'éthanol réalisées en mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Lignes de dénaturation – risque d'épandage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'épandage d'essence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et études déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.[...]</p> <p>Constats : Lors de la précédente inspection, réalisée le 16 mars 2022, l'exploitant, avait indiqué que des modifications étaient envisagées, afin de renforcer la maîtrise d'un confinement d'un épandage suite à une fuite ou une rupture de tuyauterie de dénaturation de l'éthanol.</p> <p>Ces modifications ont été intégrées à la mise à jour simple de l'étude de dangers du site, réalisée en décembre 2022 et adressée à l'inspection en janvier 2023.</p> <p>Lors de la visite du 30 mars 2023, objet du présent rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'exploitant a indiqué que des relevés topographiques ont été réalisés sur le site. Selon l'exploitant, ces relevés montrent que pour la portion de tuyauterie de dénaturant située entre les postes de chargement des camions d'hydrocarbures et l'aire de dépôtage d'éthanol, les écoulements seraient dirigés vers un unique exutoire qui a été montré à l'inspection lors de la visite. Mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection les éléments justifiant de ces sens d'écoulement (tels que plans topographiques,...) ; – l'inspection a constaté, de visu, que des mesures ont été mises en place pour confiner les écoulements pour les lignes de dénaturation d'éthanol situées en aval du compteur de dénaturation : décaissement de terrain et création de bordures. Mais, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection les éléments justifiant que les volumes de confinement créés sont en adéquation avec le volume maximal de dénaturant susceptible d'être épandu. <p>l'exploitant transmettra à l'inspection ces éléments justificatifs : éléments justifiant des sens d'écoulement et des volumes de confinement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Perte de confinement de tuyauteries d'hydrocarbures hors rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques d'un épandage suite à une perte de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Avant le 31 décembre 2022, l'exploitant procède aux travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nécessaires pour maîtriser le confinement d'un épandage suite à une perte de confinement de tuyauteries d'hydrocarbures hors rétention ; • de mise en place de la mesure de maîtrise des risques décrite à l'annexe « informations sensibles – non communicables au public » du présent arrêté ; <p>afin de permettre au site de rester compatible avec son environnement et avec le périmètre et les mesures encadrées par le plan de prévention des risques technologiques approuvé par l'arrêté préfectoral du 3 avril 2012 susvisé.</p>

Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu constater de visu que des travaux ont été réalisés pour maîtriser le confinement d'un épandage suite à une perte de confinement de tuyauteries d'hydrocarbures hors rétention : notamment création d'une aire bétonnée de collecte équipée d'un caniveau (zone d'écoulement n° 1), de merlons (zones d'écoulement n° 1 à 4).

Toutefois :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter, à l'inspection, les éléments justifiant de la topographie du site et, donc, des sens d'écoulement des hydrocarbures en cas d'épandage accidentel ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan des réseaux "eaux" du site, localisant les exutoires, actualisé suite aux travaux.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'absence de risque inflammation du géotextile, mis en place sur certains des merlons, en cas d'exposition aux flux thermiques associés aux feux de cuvettes, de bacs ou de nappes.

Lors de la visite, l'inspection a pu constater, de visu, par sondage, la mise en place des mesures de maîtrise des risques mentionnées à l'annexe « informations sensibles – non communicables au public » de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022.

Toutefois, l'inspection a relevé les écarts suivants :

- Des tests de bon fonctionnement de ces mesures de maîtrise des risques ont été réalisés au niveau de la zone d'écoulement n°3. Deux des tests n'ont pas montré d'anomalie. Le 3ème test ne s'est pas montré conclusif, les conditions de réalisation n'étant pas réunies, le jour de la visite, pour simuler correctement un épandage d'hydrocarbures. L'exploitant mettra en place les mesures ad hoc pour pouvoir tester périodiquement le bon fonctionnement de cette mesure de maîtrise des risques, les procédures définies par l'exploitant prévoyant la réalisation de tests périodiques de ces mesures de maîtrise des risques.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des éléments justifiant du respect du temps maximum d'isolement défini dans l'étude de dangers. L'inspection note, néanmoins, que lors des tests réalisés, les mises en sécurité ont été rapides après activation des détecteurs. L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justifiant du respect du temps maximum d'isolement défini dans l'étude de dangers.
- l'inspection a également relevé un écart entre la situation décrite dans l'étude de dangers (nœud papillon) pour les canalisations de produits hors rétention et ses constats de terrain. Le constat de l'inspection est détaillé dans la partie non publique du rapport. Suite à ce constat, l'exploitant justifiera de la suffisance du maillage de certains des détecteurs de son site. Dans l'éventualité où, cet examen conclurait à la nécessité de renforcer ce maillage, l'exploitant procédera aux travaux nécessaires.

Enfin, selon l'étude de dangers, les nouvelles mesures de maîtrise des risques, mises en place pour répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2022, sont indépendantes l'une de l'autre et respectent les dispositions :

- du DT93, guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI), de juillet 2011,
- de la note de doctrine sur les mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI) d'octobre 2013.

Le respect de ces dispositions n'a pas fait l'objet d'un contrôle par l'inspection, lors de la visite objet du présent rapport. Toutefois, à l'issue de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les éléments justifiant du respect de ces dispositions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 1 mois